Travailleur-e-s, chômeur-e-s, précaires, étudiant-e-s, avec ou sans papiers : transports publics gratuits sous le contrôle des salarié-e-s et des usager-e-s !

Ce mercredi 17 février à 10h avait lieu un rassemblement devant le siège du Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF), pour protester contre la récente décision de Valérie Pécresse, présidente du Conseil Régional d'Île-de-France, de supprimer le forfait « solidarité transports » pour les étranger-e-s bénéficiaires de l'aide médicale d'État (AME). Environ deux cents personnes se sont réunies aux cris de « Travailleur-e-s, sans-papiers, solidarité ! ». On notait une présence importante de Droits Devant, de la CSP 93, et des UD CGT d'Île de France. Les UD 75 et 78 diffusaient un tract revendiquant « des transports en commun accessibles à tous ». Les bus, les taxis, les livreur-e-s et les automobilistes exprimaient leur soutien par des coups de klaxon et des appels.

La décision de Pécresse et du Conseil Régional vise des catégories de la population qui vivent déjà dans la plus grande précarité et sont confrontées soit au chômage, soit à la surexploitation par des patrons-voyous. Son hypocrisie est scandaleuse : le 6 février, elle inaugurait à Paris une gare nommée après Rosa Parks avec Manuel Valls et Anne Hidalgo. Honteuse récupération d'une figure emblématique de la lutte antiraciste qui s'est battue, justement, pour que les transports publics soient accessibles à tou-te-s!

Dès son élection, Pécresse a fait des sorties médiatiques contre les voyageu-r-se-s sans billet. D'autres régions envisagent aussi de supprimer des aides aux transports. À l'échelle nationale, un projet de loi sur les transports en commun, qui est en cours d'examen, prévoit de renforcer la criminalisation de la « fraude »[1]. En somme, on assiste à une attaque frontale contre les classes populaires combinée à un renforcement du flicage dans les transports publics.

Face à cela, par leur rassemblement devant le STIF, les migrant-e-s sans-papiers et leurs organisations ont montré la voie de la résistance et démontré que leur combat pouvait recevoir un large soutien. Pour élargir le mouvement, il ne faut pas avoir peur de revendiquer les transports gratuits pour tou-te-s. Ce mot d'ordre permet d'unifier les mobilisations éparses dans les différentes régions et de s'adresser aux nombreuses

personnes qui trouvent que c'est aux patrons de financer les transports en commun, et pas aux usager-e-s.

Quelques villes ont déjà instauré la gratuité des transports publics. Ces expériences montrent que la gratuité convainc beaucoup d'automobilistes de laisser leur voiture à la maison et de prendre le bus, le tram ou le métro. C'est donc aussi une mesure importante pour sortir de la crise écologique, puisqu'elle réduit considérablement les émissions de gaz à effet de serre et de particules fines. Mais les capitalistes et les politicien-ne-s à leur service n'ont pas intérêt à la gratuité des transports publics en général, parce qu'elle leur coûterait trop cher. C'est donc aux salarié-e-s et aux usager-e-s des transports publics d'en prendre le contrôle par la grève et la lutte collective, pour imposer la gratuité, mais aussi des investissements massifs dans les infrastructures de transport en commun.

Après le rassemblement, une délégation devait être reçue par le conseil d'administration du STIF. Un nouveau rassemblement est d'ores et déjà prévu ce vendredi. Travailleur-e-s, chômeur-e-s, précaires, étudiant-e-s, avec ou sans papiers, soyons nombreux/ses pour revendiquer des transports publics gratuits, sous le contrôle des salarié-e-s et des usager-e-s,

*** vendredi 19 février à 15h devant le Conseil Régional ***

(33 rue Barbet de Jouy, Paris 7ème)

Transports publics gratuits pour tou-te-s !

Socialisation des transports publics sous le contrôle des travailleur-e-s !

! □□ □□□□□□ □□□□□□ □□□□- □□□□□□□□□□□□- Workers of the world, unite!

Travailleur-e-s de tous les pays, unissez-vous !

---

[1] http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=16987

Lakhdar Bouazizi, le 17 février 2016